

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

N ° 2022-033 DEL			
Objet : Délibération portant création d'un emploi permanent d'agent administratif des services techniques			
Conseillers en exercice	23	Pour	16
Conseillers présents	14	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 01 juin à 20h, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	16		
Date convocation	27 mai 2022		
Date affichage	27 mai 2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGE Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles		
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

**OBJET : Délibération portant création d'un emploi permanent d'agent administratif des services techniques**

**EXPOSE DES MOTIFS :**

Conformément à L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En l'espèce, un poste d'adjoint administratif territorial principal 2ème classe a été créé lors du Conseil Municipal du 12 octobre 2021. Il s'avère toutefois que la personne qui a été recrutée, un agent de la collectivité reclassé dans la filière administrative à la suite d'un accident de service, dispose en réalité du grade supérieur. Il convient donc de régulariser la situation statutaire de l'agent en poste.

**CADRE JURIDIQUE :**

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 313-1 et L. 332-8 ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu la jurisprudence administrative et notamment la décision de la Cour administrative d'appel de Douai, 2e ch., en date du 13 mars 2012 ;

Vu le budget général ;

Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Vu l'avis de vacance d'emploi n°O033220400620576 publié le 24 avril 2022, pour un poste d'agent administratif des services techniques aux grades d'adjoint administratif territorial principal 1ère et 2ème classe ;

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint administratif territorial principal 2ème classe, afin de régulariser la situation de l'agent en place et qui assume des fonctions d'assistant administratif au service urbanisme ;

Considérant que si les décisions administratives ne peuvent légalement disposer que pour l'avenir, les décisions relatives à la gestion des agents publics peuvent avoir une portée rétroactive lorsqu'elles sont purement recognitives ou lorsqu'elles sont nécessaires pour procéder à la régularisation de leur situation ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,**

## **DECIDE**

**Article 1er :** De créer un emploi permanent et à temps complet d'agent administratif des services techniques, avec effet rétroactif à compter du 1er juin 2022.

**Article 2 :** D'ouvrir cet emploi aux fonctionnaires disposant des grades suivants et de modifier le tableau des effectifs de la commune en conséquence :  
- Adjoint administratif territorial principal 1ère classe

**Article 3 :** D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,  
Christelle GUIONIE,  
Maire,**

Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE 02 JUIN 2022

Christelle GUIONIE,  
Maire,

